

CMJN

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Banque centrale américaine

Jerome Powell conforté à la tête de la Fed

Malgré les réticences de l'aile gauche du Parti démocrate, le président Joe Biden a confirmé Jerome Powell aux commandes de la ... • (Page 08)

Monnaie virtuelle

L'Inde annonce une loi pour interdire les cryptomonnaies

Les cryptomonnaies pourraient bientôt être interdites en ... • (Page 08)



Commission de l'UEMOA

Abdoulaye Diop présente le CAP 2025



Mobile Money au Togo

Togocom réduit de 95% les frais de Tmoney

• (Page 03)

Administration publique

Recrutement de 2725 fonctionnaires

Annoncé en milieu d'année puis confirmé il y a quelques semaines, le renforcement de l'... • (Page 02)

Diplomatie

Nei Futuro Bitencourt, nouvel ambassadeur du Brésil au Togo

La République fédérative du Brésil dispose d'un nouvel ambassadeur au Togo. Le ministre des affaires ... • (Page 04)

Africa Investment Forum 2021

Des milliards de dollars d'investissements pour le continent

Les Market Days 2021 de l'Africa Investment Forum, l'une des plus grandes initiatives phares de la Banque ... • (Page 06)

WACA ResIP

Les parties prenantes font le point à Lomé

Les parties prenantes du Projet d'Investissement de Résilience ... • (Page 11)

CMJN



Togocom

TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

Administration publique

Recrutement de 2725 fonctionnaires

Annoncé en milieu d'année puis confirmé il y a quelques semaines, le renforcement de l'administration publique est bel et bien effectif. Le ministre du travail, Gilbert Bawara, a ouvert lundi 22 novembre 2021, un concours de recrutement général de fonctionnaires.



● Vivien ATAKPABEM

À en croire republiquetogolaise.com, ce concours, ouvert à l'intention des Togolais des deux sexes de 18 à 40 ans (44 ans pour les volontaires, contractuels et cas particuliers), vise à recruter 2725 personnes, sur la base de spécialités et profils bien précis. Sont ainsi recherchés entre autres, des économistes, statisticiens, comptables, géographes, gestionnaires, financiers, ingénieurs, juristes, sociologues, urbanistes, communicateurs, météorologues, politistes, climatologues, psychologues, secrétaires, techniciens, informaticiens, logisticiens, etc. Des professions comme menuisiers, frigoristes, plombiers, magasiniers, maçons, chauffeurs, coursiers, coiffeuses, couturières, etc., sont également recherchées. La date du concours est prévue pour le 26 février 2022. Les dépôts de candidatures seront effectués du 06 décembre 2021 au 07 janvier 2022 à 17h, au cabinet du ministère, et dans les directions régionales du Travail dans les régions administratives. Pour rappel, début juin 2021, le ministère de la fonction publique avait annoncé un recrutement général de fon-

ctionnaires, pour le compte de cette année 2021. Le recrutement concerne tous les ministères et toutes les institutions de la République, et sera ouvert "sur une base ciblée des compétences et profils les plus prioritaires pour le fonctionnement des services publics". Un processus d'évaluation des besoins a été d'ailleurs exécuté auprès de ces derniers, afin de disposer d'une liste actualisée des profils requis. Selon le ministre du travail, l'administration publique est confrontée ces dernières années à un "déficit quasi généralisé en ressources humaines". Des recrutements sectoriels avaient été lancés il y a un an, avant d'être suspendus en raison de la situation sanitaire, puis remis pro-

gressivement en route. Pour les cinq prochaines années, le gouvernement ambitionne de recruter 25 000 agents supplémentaires. La fonction publique compte actuellement un peu moins de 60 000 agents. Principale nouveauté, ce concours qui évaluait les candidats, sous un format d'épreuve générale, va, cette fois-ci, tenir compte des profils de chaque candidat. Objectif, répondre plus efficacement aux besoins des services, des ministères et des institutions en ressources humaines. Ainsi, "il y aura par exemple des épreuves particulières pour ceux qui seront recrutés pour être des juristes dans les administrations. Il y aura donc des épreuves distinctes.



AUX DECIDEURS...

Antidrogue et les pays africains

Il est clair depuis longtemps que certains pays ont des politiques qui nuisent et violent les droits de l'homme, tandis que d'autres ont des politiques plus rationnelles, fondées sur des preuves et humaines. Mais il est difficile de les évaluer et de les comparer.

Le Global Drug Policy Index vise à combler cette lacune. Il est conçu pour fournir des preuves rigoureuses, transparentes et comparatives sur la qualité des politiques nationales en matière de drogues. C'est un outil pour tenir les gouvernements responsables et s'assurer que les politiques sont fondées sur la santé, les droits humains et le développement.

L'indice mondial des politiques en matière de drogues a été piloté par le Harm Reduction Consortium et développé par des universitaires de l'Observatoire mondial des politiques en matière de drogues de l'Université de Swansea.

Dans le domaine de la politique antidrogue, les universitaires collaborent souvent avec les décideurs politiques, les militants et les consommateurs de drogues. Pour les 30 pays couverts dans cette première version du Global Drug Policy Index, nous avons largement consulté des organisations ancrées au sein des communautés affectées par les politiques de drogue. Nous avons également interrogé 371 personnes ayant une connaissance « sur le terrain » de la politique antidrogue de chaque État. L'indice spécifie 75 indicateurs de politique. Celles-ci sont tirées d'un récent rapport des Nations Unies sur les meilleures pratiques en matière de politique nationale en matière de drogues.

Sur la base de leurs performances sur ces indicateurs, les États obtiennent un score de 0 à 100. Cent représenterait une mise en œuvre complète des politiques recommandées dans cinq domaines.

Le premier domaine est l'absence de réponse extrême, comme la peine de mort et les exécutions extrajudiciaires.

Deuxièmement, la proportionnalité de la réponse de la justice pénale. Il examine les niveaux de violence, de discrimination et d'abus des droits de l'homme dans la police des États en matière de politique antidrogue.

La santé et la réduction des méfaits sont le troisième. Cela se concentre sur le financement, la disponibilité et l'accessibilité des interventions qui réduisent les méfaits résultant de la consommation problématique de drogues.

L'accès aux médicaments contrôlés est le quatrième. Il examine la fourniture par les États de médicaments pour le soulagement de la douleur et les soins palliatifs.

Enfin, il y a le développement : des programmes conçus pour fournir des moyens de subsistance alternatifs aux personnes qui cultivent des cultures illicites.

Même un rapide coup d'œil aux résultats de l'indice pour les États africains révèle une triste vérité : les États africains sont parmi les moins performants au monde en termes de politique antidrogue.

L'Ouganda n'obtient que 28 points dans l'indice global. Le pays a une tempête parfaite d'application de la loi punitive et très violente en matière de drogue, combinée à une disponibilité minimale d'interventions médicales de base pour réduire les dommages causés par la consommation de drogue.

Au Kenya, qui n'obtient que 32 points au total, l'accès aux interventions de réduction des risques est meilleur, bien qu'encore inégal. Nos experts interrogés au Kenya ont décrit l'usage fréquent de la violence et de la torture par la police, ainsi que des arrestations arbitraires. Ils ont déclaré que l'application de la loi sur les drogues était particulièrement dure envers les femmes, certains groupes ethniques et les moins riches. De telles caractéristiques sont communes à tous les États mal classés dans le Global Drug Policy Index.

Il est à espérer que les informations contenues dans cet index contribueront à développer des débats constructifs qui conduiront à des politiques plus humaines et fondées sur des preuves dans la région. Pour y parvenir, les États devraient réorienter leurs approches pour se concentrer sur les implications de la consommation de drogues sur la santé et les droits humains. L'index fournit un guide clair sur les types de politiques et d'actions qui les mèneront vers cet objectif.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373,810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1,461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Commission de l'UEMOA

Le président Abdoulaye Diop présente le CAP 2025

Le président de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) Abdoulaye Diop, a présenté ce 23 novembre 2021 au cours d'une conférence de presse, les grandes lignes du Cadre d'actions prioritaires (CAP) 2021-2025 de son institution.



• Le président de la Commission de l'UEMOA, Abdoulaye Diop

• Eyram AKAKPO

Pour relever le triple défi économique, sanitaire et sécuritaire qui secoue l'espace communautaire, la Commission de l'UEMOA s'est fixée trois objectifs stratégiques pour les quatre prochaines années. Ils se déclinent en trois axes d'intervention,

structurés autour de vingt-trois actions phares, à forte valeur ajoutée, structurantes, susceptibles de produire des résultats concrets à l'horizon 2025 et destinées à faire de la commission, une institution moderne alignée aux standards internationaux. L'axe 1 qui soutient l'Approfondissement des bases de l'intégration économique, vise

à renforcer la convergence des économies et consolider le marché commun de sorte à inciter l'émergence réelle d'un secteur privé compétitif au profit des populations. L'axe 2 entend améliorer l'efficacité des interventions sectorielles et l'axe 3, la consolidation de la gouvernance institutionnelle. « L'objectif de CAP 2025

n'est pas de dire voilà ce que nous avons fait dans tel pays ou autre. C'est plutôt d'engager des orientations fortes, pour aider au développement de l'espace communautaire, d'aider à engager les réformes pour promouvoir ce développement au profit des populations », a indiqué Abdoulaye Diop qui précise que « si on se mettait à sortir la liste des grands projets dans les pays, on se n'en sortira pas. L'enjeu de CAP 2025 n'est pas de mettre l'accent sur cet aspect même si nous avons des projets dans chacun des Etats. » La vision de la commission s'inscrit dans la dynamique d'une nouvelle impulsion pour approfondir le marché commun de l'UEMOA, assurer la convergence et la stabilité macroéconomique durable, prendre en compte les nouveaux défis, plus précisément l'économie numérique, le développement du secteur privé et le changement climatique. Ce nouvel élan s'étant également à la lutte contre

la pauvreté, à l'emploi des jeunes, au renforcement du capital humain et aux autres questions sociales. La mise en œuvre du CAP 2025 sera assurée à travers un dispositif de suivi et d'évaluation, coordonné par le collège des commissaires. Ce dispositif permettra de procéder, en temps opportun, aux ajustements nécessaires notamment en termes d'intensification des efforts humains, financiers et politiques au regard des difficultés rencontrées afin que les résultats prévus en 2025 soient à la hauteur des ambitions. CAP 2025 devra en effet conduire la commission à

passer à un management de ses priorités stratégiques orientées vers l'atteinte de résultats de long terme liés à la convergence économique et à l'approfondissement du marché commun, à la consolidation des actions sectorielles structurantes pour un espace économique viable ainsi qu'à l'amélioration de gouvernance et de la performance organisationnelle. Il faut préciser que cette feuille de route est un instrument de pilotage institutionnel et d'engagement sur des réalisations précises au cours du mandat du collège des commissaires pour la période 2021-2025.



Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1,461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Mobile Money au Togo

Togocom réduit de 95% les frais de Tmoney

Le leader du marché togolais des télécommunications, Togocom révolutionne les tarifs du mobile Money en réduisant de 95% les frais de retraits Tmoney et ceux jusqu'au 31 décembre 2021 sur toute l'étendue du territoire national.

• Bernard AFAWOUBO

Dans le but de satisfaire les clients Togocom, de faciliter encore plus l'utilisation de la monnaie électronique et de s'inscrire durablement dans l'évolution technologique et numérique, le leader du marché togolais des télécommunications apportent des améliorations au service Tmoney. L'information a été portée à la connaissance du public au cours d'une conférence de presse organisée par les premiers responsables de Togocom ce mardi 23 novembre 2021 à Lomé. En effet, jusqu'au 31 décembre prochain, tous les frais de retraits Tmoney sont exceptionnellement à 0,8% soit une réduction de 95%. En ce qui concerne les frais de transferts d'argent, mes frais sont à 0,2%. Selon les premiers responsables de Togocom, cette nouvelle grille tarifaire offre une part belle à toute la population togolaise et aux clients Togocom. C'est aussi une partition que joue le Groupe Togocom pour soulager la population togolaise en cette période de crise sanitaire liée à la pandémie de coronavirus. Cette promotion révolutionnaire s'inscrit dans la droite ligne des engagements du Groupe Togocom à promouvoir la digitalisation et la dématérialisation des flux dans les échanges au quotidien pour le plus grand bonheur de tous les togolais. "Nous sommes conscients que Tmoney joue un rôle im-



• Tarik BOUDIAF, Directeur Commercial du Groupe Togocom

portant dans la vie de chaque togolais, à la veille des fêtes de fin d'année et dans un contexte économique relativement difficile à cause de la crise sanitaire mondiale, nous avons pensé à offrir un super cadeau à tous ! Un cadeau qui dit à la fois un grand merci à tous nos clients Tmoney et à tous les togolais qui nous font confiance tous les jours. 0,8% sur tous les tarifs Tmoney, c'est jusqu'à 95% de réduction. C'est inédit et historique au Togo, rejoignez vite Tmoney partout au Togo que la fête soit encore plus belle" a indiqué Tarik BOUDIAF, Directeur Commercial du Groupe Togocom. Ces dernières années, Tmoney a connu une forte croissance grâce à la confiance des millions de clients qui utilisent ses services de paiements de factures, les achats de forfaits et les transferts d'argent au quotidien. Connaissant un essor fulgurant ces dernières années, Togocom s'adapte en permanence aux nouvelles exigences des clients. Un écosystème en pleine muta-

tion au rythme des besoins et usages qui nécessitent indéniablement des innovations auxquelles Togocom apporte une réponse simple, pratique et significative à travers cette promotion qui consiste à offrir à ses clients le service de retraits Tmoney à 0,8% seulement quel que soit le montant. A travers l'innovation, la satisfaction et l'accessibilité de ses produits et services sur l'ensemble du territoire national avec l'ultime ambition de faciliter la vie de tous les togolais, le Groupe Togocom réaffirme de la plus belle des manières une fois de plus sa vision et son engagement aux côtés des millions de togolais. Pour rappel, en début de cette année en cours, un accent particulier a été mis sur le service Tmoney. En effet, Togocom a réalisé un investissement important pour le renouvellement de sa plateforme Tmoney, un investissement qui venait dès lors supporter une demande en constante croissance.

Diplomatie

Nei Futuro Bitencourt, nouvel ambassadeur du Brésil au Togo

La République fédérative du Brésil dispose d'un nouvel ambassadeur au Togo. Le ministre des affaires étrangères, Robert Dussey a officiellement reçu ce mardi 23 novembre 2021, la copie figurée des lettres de créance de Nei Futuro Bitencourt.

• Junior AREDOLA

Le nouveau représentant de Brasilia remplace Antônio Carlos De Salles Menezes, dont la mission s'est achevée le mois dernier. Le nouveau diplomate, qui a notamment été en poste au Cameroun, aura pour mission de poursuivre le renforcement des relations entre les deux pays. Le Togo et le Brésil sont liés par un accord diplomatique et par des projets dans le secteur agricole, militaire, culturel et de la formation, entre autres. Courant novembre 2018 à Lomé, un accord visant à supprimer les visas pour les détenteurs de passeports diplomatiques et de service des deux pays a été signé. Un acte visant à renforcer un peu plus la coopération entre les deux pays. Lomé



et Brasilia entretiennent en effet d'excellentes relations bilatérales sur les plan économique, éducatif, culturel et agricole, avec notamment le projet « Coton 4+ ». Coton 4+, initié par le Brésil dans le cadre d'un partenariat technique dans le secteur du coton en Afrique de l'Ouest, est mis en œuvre au Togo par l'Institut togolais de recherche agronomique

(Itra). Il consiste notamment à renforcer les capacités des producteurs togolais en techniques de cultures de semences améliorées et à former de la main d'œuvre locale qualifiée. L'objectif final étant d'améliorer la production et la compétitivité de la filière cotonnière, ce qui est par ailleurs contenu dans le PND.

Recettes non fiscales maritimes

Vers la mise en place d'un guichet unique au Togo

Le conseil des ministres du Togo a adopté le 19 novembre 2021, un projet de décret portant création d'un guichet unique pour les recettes non fiscales du secteur maritime.

Ce guichet unique a pour objectif de proposer un point de paiement unique aux opérateurs en le dématérialisant, de s'assurer de l'effectivité de la collecte de plusieurs redevances et amendes et faciliter les analyses en matière de performance portuaire. Il faut préciser que la mise en place

de ce guichet unique contribuera à la simplification des opérations pour les acteurs de l'économie portuaire conformément à l'ambition du pays d'être un hub logistique. En rappel, une grande part des activités économiques du pays est liée au secteur portuaire avec l'avantage d'une position stratégique

sur la côte ouest-africaine. « Au regard de ces acquis, il est plus que jamais de notre devoir d'avancer sur la voie de la concrétisation de notre feuille de route pour un réel impact de l'économie bleue sur l'économie nationale », indique le ministère de tutelle sur son site web.

Avec togobusinessnews.com

Togo

Des travaux d'aménagement des terres agricoles prévus dans les 5 régions économiques

Le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement rural, veut réaliser des travaux d'aménagement agricole dans les 5 régions du pays pour l'année prochaine.

Ces opérations de dessouchage, financées par l'Etat, concernent notamment 1600 hectares sur 16 sites dans la Région des Savanes ; 2000 hectares sur 20 sites dans la Région de la Kara ; 1000 hectares sur 10 sites dans

la Région Centrale ; 1000 hectares sur 10 sites dans la Région des Plateaux Est ; 1 000 hectares sur 10 sites dans la Région des Plateaux Ouest ; et 1400 hectares sur 14 sites dans la Région Maritime. L'Autorité publique a lancé à cet effet un appel Appel d'Offres International



(AAOI), la semaine dernière (16 Novembre 2021), à la recherche d'offres fermées de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications pour ces travaux dont la durée est prévue entre 3 et 4 mois. L'appel d'offres est notamment paru dans la presse

nationale (Togo Presse du 23 novembre 2021). Les acteurs intéressés peuvent également obtenir des informations au Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement rural, dans le nouveau centre des services administratifs.

Avec Togo First

Baromètres Togo

Investissement Direct Etranger	2016	2017	2018
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE.....
La Commission
.....

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 012/2021/AO/COM/UEMOA

Date de Publication de l'avis : 18 novembre 2021

1. Le présent appel d'offres ouvert a pour objet la passation d'un accord-cadre en vue de la fourniture de consommables informatiques au profit de la Commission de l'UEMOA.
2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent appel d'Offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé pour l'appel d'offres en vue de la passation des accords-cadres pour la fourniture de consommables informatiques au profit de la Commission de l'UEMOA.
3. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les entreprises spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises pour la fourniture de consommables informatiques au profit de la Commission.
4. A l'issue de cet appel d'offres, les trois (03) premiers prestataires seront retenus pour la signature d'un accord-cadre.
5. Les critères de sélection porteront sur le respect des spécifications techniques minimales, la fourniture du certificat d'origine des cartouches, le nombre de références similaires et le chiffre d'affaires moyen fourni au cours des cinq dernières années.
6. La durée de l'accord cadre ne saurait excéder trois (03) ans.
7. Pendant la durée de validité de l'accord cadre, les marchés subséquents seront attribués après remise en concurrence de tous les titulaires de l'accord cadre. Cette remise en concurrence interviendra lors de la survenance du besoin.
8. Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes :
 - un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes: faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois mois ;
 - une attestation originale justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres;
 - une attestation originale de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres;
 - une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.

La non-production d'une pièce administrative ou sa non validité ne conduit pas à l'élimination de l'offre du soumissionnaire. Cependant, ladite pièce doit être fournie avant toute attribution du marché.

9. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres à la **Direction du Secrétariat de la Commission, de la Documentation et des Archives (DSCAD) De la Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou**, contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de **vingt mille (20 000) Francs CFA**.

Les offres, rédigées en langue française, devront parvenir à **Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le mardi 21 décembre 2021 à 9 h 30, heure locale.**

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables.

10. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 H 00 mn, en présence des représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture.
11. La validité des offres devra être de cent vingt (120) jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres. Pendant cette période, aucun changement de prix ne sera autorisé.
12. Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de la Commission de l'UEMOA, à l'adresse ci-dessous :

**La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 BP 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)
Département des Services Administratifs et Financiers**

Personnes à contacter :

- **M. Brice SIB - Email : bsib@uemoa.int, Tél. : 25 32 86 73/ poste 87 30**

13. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent appel d'offres.

**Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers,
et par délégation
Le Directeur de Cabinet,**

Alioune THIOUNE



Africa Investment Forum 2021

Des milliards de dollars d'investissements pour le continent

Les Market Days 2021 de l'Africa Investment Forum, l'une des plus grandes initiatives phares de la Banque africaine de développement, sont sur le point d'attirer des milliards de dollars d'investissements pour des projets de développement stratégiques à travers le continent.



● Nicole ESSO

Le forum annuel est devenu une plateforme inestimable au cours de laquelle la Banque attire avec succès des investissements essentiels pour les besoins du continent en matière d'infrastructures, d'agriculture et de système de santé, entre autres, d'autant plus que l'Afrique cherche à se remettre des impacts de la pandémie de Covid-19. Le succès croissant de l'Africa Investment Forum accrédite l'exhortation aux investisseurs du président de la Banque africaine de développement, le Dr Akinwumi A. Adesina, qui a déclaré que l'Afrique doit être respectée aujourd'hui en tant que frontière mondiale de l'investissement. La troisième édition des Market Days de l'Africa Investment Forum se déroulera à Abidjan, en Côte d'Ivoire, dans un format hybride du 1er au 3 décembre. Une demande d'investissement refoulée est anticipée : les Market Days n'ont pas eu lieu en 2020 en raison de la pandémie. L'édition 2021 se déroulera dans le contexte de la pandémie persistante ainsi que des discussions sur le climat récemment conclues lors de la COP26 à Glasgow. Les deux ont accentué le besoin urgent d'exploiter les défis de l'Afrique en tant qu'opportunités d'investissement. En outre, il existe un consensus croissant sur le fait que le secteur privé sera indispensable pour fournir l'échelle et la vitesse nécessaires pour

remédier de toute urgence aux goulots d'étranglement dans de nombreux secteurs. Les Market Days 2021 comprendront les séances de conseil uniques du forum, où les développeurs de projets et les investisseurs - y compris les fonds de pension, les fonds souverains et les sociétés de capital-investissement examineront des projets, y compris ceux dans les domaines de la santé, de l'énergie et du climat, de l'agro-industrie et des TIC et secteurs des télécommunications. L'équipe du Forum sur l'investissement en Afrique de la Banque africaine de développement a présenté plusieurs accords de table ronde d'investisseurs qui se sont tenues virtuellement en septembre, octobre et novembre. Les Market Days 2021 mettront en valeur ces investissements. L'un est un investissement potentiel dans la construction d'une usine de production de vaccins préqualifiée par l'Organisation mondiale de la santé de 45 millions de dollars en Afrique de l'Est. L'usine pourra produire en routine trois types de vaccins, dont un contre le Covid-19. Un autre accord - dans le secteur de l'agro-industrie - concerne la mise à l'échelle d'une entreprise de production et de conditionnement de lait laitier en Afrique australe. Les sponsors du projet ont conclu un accord de vente avec une grande entreprise internationale d'aliments et de boissons pour la production de lait.

L'accord, évalué à 50,2 millions de dollars, a une valeur stratégique pour le gouvernement hôte en termes de création d'emplois et de développement des compétences.

Mobiliser la finance institutionnelle

Les séances du conseil d'administration, où les accords se rapprochent de la clôture, présenteront également des projets dirigés par des femmes et qui représentent les industries créatives de l'Afrique. Au cours de l'événement de trois jours, il y aura également des sessions plénières présentant une discussion sur la façon de mobiliser la finance institutionnelle, le rôle des innovations perturbatrices telles que la fintech et les crypto-monnaies, et la valeur des femmes en tant que championnes de l'investissement. Les Market Days 2021 reviendront sur les réalisations et les faits saillants de la deuxième édition, qui s'est tenue à Johannesburg en 2019. Ensuite, cinquante-sept accords d'une valeur d'environ 68 milliards de dollars ont été discutés, y compris un projet stratégique de développement de gaz naturel liquéfié au Mozambique, qui représente le plus grand étranger d'Afrique investissement direct. L'Africa Investment Forum compte 118 accords en cours de la part des huit membres fondateurs, pour une valeur d'investissement de plus de 110 milliards de dollars.

Gabon

Controverse autour de l'emprunt obligataire de 800 millions de dollars

Le recours sur le marché international de titres à travers l'émission le 17 novembre 2021 par le Gabon d'un emprunt obligataire de 800 millions de dollars, soit 458 milliards de francs CFA est diversement apprécié par des analystes financiers et économiques. D'une maturité de 10 ans pour un taux d'intérêt de 7%, les fonds mobilisés à travers cet emprunt sont destinés au rachat de manière anticipée de plus de 90% de l'encours résiduel de l'émission de 736 millions de dollars, (420 milliards de francs CFA) de 2013 qui arrive à échéance en 2024.

Pour les autorités gabonaises, la mobilisation de cette cagnotte auprès des investisseurs internationaux dans un contexte de crise sanitaire liée à la pandémie du Covid-19 démontre l'attractivité du pays dont la crédibilité de la signature permet de séduire les marchés. « L'accord triennal 2021-2023 conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) en appui à la mise en œuvre du Plan d'accélération de la transformation (PAT), le renforcement du dispositif de bonne gouvernance, la revue à la hausse de la note souveraine du Gabon (B- contre CCC) par l'agence de notation Fitch Ratings et la ré-adhésion du pays à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) figurent parmi les arguments qui ont joué en faveur de la souscription des bailleurs », s'est félicité le ministre de l'Economie et de la Relance.

« L'Alpha et l'Omega »

Ce satisfécit du gouvernement est loin d'être partagé par tous les observateurs, à l'instar de l'analyste économique Mays Mouissi qui déplore la démarche du gouvernement de « faire de l'endettement massif l'Alpha et l'Omega de sa politique économique ». Une option pour le moins suicidaire, note l'analyste, pour un pays dont le déficit commercial n'a eu de cesse de croître pour se situer à 5,12 milliards



de dollars, soit environ 2785 milliards FCFA en 2020, ce qui laisse croire que l'endettement grandissant constitue en réalité un « cercle vicieux » qui prend en tenaille le développement du pays. A ce stade, « il convient de souligner que le succès dont se prévaut le gouvernement de la République consiste à substituer une dette sur laquelle pèse un taux d'intérêt de 6,375% par une dette nouvelle, plus chère, dont le taux d'intérêt est de 7%, soit 62,5 points de bases de plus que l'emprunt précédent à la charge du contribuable », explique-t-il.

Rebelote

Les partisans de cette thèse soulignent que l'eurobond de 2013 échéance 2024 pour lequel le Gabon vient à nouveau de « s'endetter lourdement » avait également pour objectif de procéder au remboursement de l'eurobond de 2007 échéance 2017. Ils affirment qu'en 2013, les autorités étaient parvenues à substituer une dette à 8,2% de taux d'intérêt par une

dette à 6,375%, soit 182,5 points de base de moins à la charge du contribuable gabonais ». Tenant compte de cet aspect, le succès de l'eurobond de 2021 est relativisé puisqu'il « accroît l'encours de la dette, étend la maturité et augmente la charge financière qui absorbe une part sans cesse croissante du budget national ». Autrement dit, le Gabon s'endette pour payer ses dettes et non pas pour impulser le développement dont l'émergence selon les autorités devrait intervenir à l'horizon 2025. Face à ce lourd endettement, ces analystes soutiennent qu'on ne saurait relancer l'économie quand dans son projet de loi des finances 2022, le gouvernement consacre 1169 milliards de FCFA à la dette, ce qui représente environ 40% du budget national contre seulement 326 milliards à l'investissement public, soit 11% du budget, le reste de 49 % de l'enveloppe budgétaire étant consacré au fonctionnement.

Avec financialafrik.com

Maroc

Solide performance de Bank of Africa au 3e trimestre 2021

Le groupe Bank of Africa a publié, le 22 novembre 2021 à la bourse de Casablanca, ses résultats financiers du troisième trimestre clos le 30 septembre 2021. Il en ressort une performance de ses principaux indicateurs financiers.

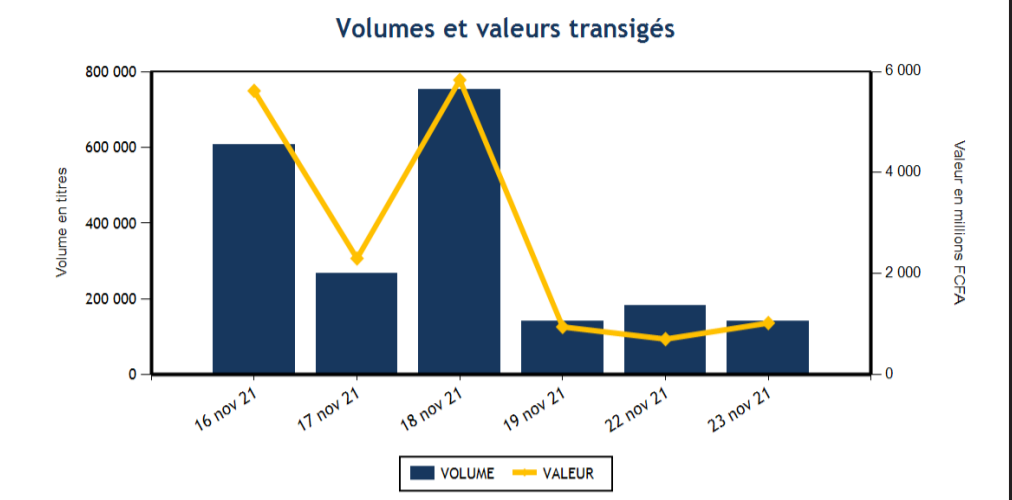
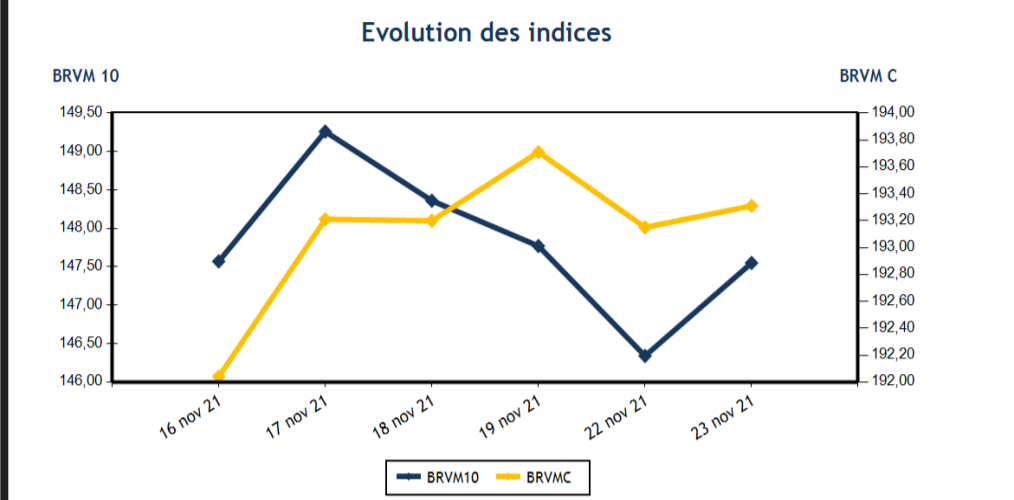
Ainsi, le Résultat Net Part du Groupe a connu une hausse de 35% à 1,7 milliard de DH (184 millions USD) comparé à la même période de l'année précédente. Pour sa part, le Résultat Net Social a enregistré une augmentation de 40% à 1,4 milliard de DH (152 millions USD) – hors contribution exceptionnelle au Don Covid-19. Par ailleurs, le produit net bancaire consolidé s'est établi à 10,8 milliards de dirhams

(1,1 milliard USD) au 3e trimestre de l'année, tiré par une bonne tenue du Core Business avec une croissance de la marge sur commissions (7%) et de la marge d'intérêts (+4%). En social, le PNB de la Banque SA a progressé de 9% à 5,4 milliards de DH (585 millions USD), tiré par une croissance positive des revenus de l'ensemble des lignes métiers (+8% pour la marge sur commissions, +4% pour la marge d'intérêts,

et +6% pour le résultat des opérations de marché). Au cours de la période sous revue, la dynamique commerciale s'est poursuivie avec une bonne performance des dépôts de la clientèle consolidée de +3% et de +5% en social, et un renforcement du portefeuille crédits évoluant de +3% et de +5% pour les crédits à la clientèle -Hors Resales- en consolidé et en social, respectivement.

Avec financialafrik.com

BRVM 10	147,55	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 224 mardi 23 novembre 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	193,31
Variation Jour	↑ 0,83 %		Variation Jour	↑ 0,08 %
Variation annuelle	↑ 12,74 %		Variation annuelle	↑ 32,98 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 815 556 678 856	0,08 %
Volume échangé (Actions & Droits)	61 193	-66,42 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	211 834 695	-69,35 %
Nombre de titres transigés	43	0,00 %
Nombre de titres en hausse	14	0,00 %
Nombre de titres en baisse	18	-5,26 %
Nombre de titres inchangés	11	10,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 336 867 585 072	2,31 %
Volume échangé	79 377	7 705,01 %
Valeur transigée (FCFA)	807 635 050	7 836,04 %
Nombre de titres transigés	5	25,00 %
Nombre de titres en hausse	1	-50,00 %
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	4	100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BOLLORE (SDSC)	2 340	6,36 %	50,97 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	1 290	6,17 %	258,33 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	4 495	5,76 %	15,40 %
CIE CI (CIEC)	1 895	2,99 %	26,33 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	615	2,50 %	232,43 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	139 000	-7,21 %	173,08 %
SICOR CI (SICC)	5 800	-6,98 %	371,54 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	695	-3,47 %	247,50 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 590	-3,34 %	41,33 %
SAFCA CI (SAFC)	500	-2,91 %	78,57 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	101,49	-3,02 %	179,97 %	12 142	45 470 015	21,87
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	443,20	-0,32 %	7,97 %	10 611	77 590 475	7,67
BRVM - FINANCES	15	71,21	0,27 %	18,70 %	27 121	63 758 675	13,80
BRVM - TRANSPORT	2	567,23	6,26 %	49,79 %	5 805	13 013 010	9,47
BRVM - AGRICULTURE	5	243,38	0,54 %	181,23 %	2 069	6 677 585	15,21
BRVM - DISTRIBUTION	7	416,80	2,60 %	84,07 %	3 385	5 280 035	26,17
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	919,24	-0,67 %	166,07 %	60	44 900	4,31
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-









Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	13,68	
Taux de rendement moyen du marché	6,21	
Taux de rentabilité moyen du marché	6,76	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	98	
Volume moyen annuel par séance	313 953,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 661 426 894,17	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	0,94	
Ratio moyen de satisfaction	42,94	
Ratio moyen de tendance	4 568,12	
Ratio moyen de couverture	2,19	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	1,41	
Nombre de SGI participantes	26	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

 BENIN Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin Avenue Charles de Gaulle Cotonou BP 2000 Cotonou Tél. : (229) 21 31 21 28 Fax : (229) 21 31 20 77	 BURKINA FASO Chambre de Commerce et d'Industrie de Ouagadougou Plateau, 18 Avenue Joseph Anoma BP 2000 Ouagadougou 01 Tél. : (226) 25 30 87 73 Fax : (226) 25 30 87 19	 CÔTE D'IVOIRE Douane Régionale des Valeurs Mobilières Plateau, 18 Avenue Joseph Anoma BP 2000 Abidjan 01 Tél. : (225) 20 31 95 50 Fax : (225) 20 32 47 77	 GHANA Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Côte d'Ivoire, Avenue Pasteur Naniwa CP 88 Sissala Tél. : (245) 320 16 52 Fax : (245) 320 16 02	 MALI Immeuble SONAVAL, ACI 2000 Hamdallaye B.P. E. 1300 - Bamako Tél. : (223) 49 90 10 10 Fax : (223) 44 90 10 11	 NIGER Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Niamey, Place de la concertation BP 13 200 Niamey Tél. : (227) 20 73 88 02 Fax : (227) 20 73 69 47	 SENEGAL 7, rue Jean Mermoz BP: 6000, Dakar - Plateau Tél. : (221) 33 821 15 18 Fax : (221) 33 821 15 06	 TOGO 4691, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma, Immeuble 523 Togo BP : 3062 Lomé Tél. : (228) 22 61 23 16 Fax : (228) 22 28 33 41
---	---	---	--	--	---	--	---

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél. : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : brvm@brvm.org. Site Web : www.brvm.org

Banque centrale américaine

Jerome Powell conforté à la tête de la Fed

Malgré les réticences de l'aile gauche du Parti démocrate, le président Joe Biden a confirmé Jerome Powell aux commandes de la banque centrale américaine.



• C'est Donald Trump (à l'arrière-plan) qui a nommé Jerome Powell à la tête de la banque centrale américaine, avant de se repentir et de tonner publiquement qu'il regrettrait de l'avoir fait. REUTERS

Il avait été nommé par Donald Trump, qui l'a ensuite vilipendé. Jerome Powell, qui a reçu l'assentiment de Joe Biden pour rester quatre ans de plus à la tête de la puissante banque centrale américaine qu'est la Réserve fédérale (Fed), a su rester stoïque malgré les critiques et relever le défi de l'une des pires récessions de l'histoire des États-Unis. Le président démocrate a décidé de renouveler le mandat du président de la Fed, malgré la pression de l'aile gauche du Parti démocrate, qui lui préférait un candidat plus proche de ses idées. Cette candidature doit encore être confirmée par les sénateurs. Âgé de 68 ans, l'ancien banquier d'investissement, un républicain modéré qui n'est pas économiste de formation, a notamment bénéficié du soutien de Janet Yellen, sa prédécesseure et actuelle secrétaire américaine au Trésor, avec qui il partage la volonté de garantir une croissance plus équitable et de réduire les inégalités affectant les minorités noire et hispanique.

Ciblé par les tweets de Trump

À son arrivée, en 2018, «Jay» Powell, ancien haut responsable du Trésor sous la présidence de George H. W. Bush et nommé en 2012 gouverneur de la Fed par le président démocrate Barack Obama, a composé avec une économie américaine et mondiale plutôt au beau fixe. L'inflation était muette, la Fed, sous la houlette du 16e président, commençait alors à réduire l'aide à l'économie américaine, qui prévalait

depuis la crise financière de 2008. Le comité monétaire entérina quatre hausses de taux d'intérêt en 2018, s'attirant les foudres de Donald Trump. Le président républicain piétina alors la tradition de respect de l'indépendance de la banque centrale, ciblant quasi quotidiennement la Fed et son président via des tweets acerbes. Donald Trump ira jusqu'à tonner publiquement qu'il regrettrait d'avoir nommé Jay Powell qui, lui, restait de marbre. Le patron de la Fed s'est abstenu de tout commentaire sur le sujet lors de ses très rares apparitions dans les médias, comme lors des conférences de presse qu'il a généralisées, après chaque réunion du comité monétaire.

La pire récession depuis 1945

En 2019, alors que la guerre commerciale avec la Chine faisait rage, que l'économie ralentissait, la Fed a fait marche arrière et recommencé à baisser les taux d'intérêt. Jusqu'à les faire tomber à quasiment zéro lorsqu'au printemps 2020, la pandémie de Covid-19 s'est propagée comme une traînée de poudre aux États-Unis et dans le monde. Jerome Powell comprit alors qu'il n'y avait pas une minute à perdre. La récession enregistrée en 2020 s'avérera la pire depuis la Seconde Guerre mondiale. Mais la Fed et son président sont parvenus à limiter les dégâts et à rassurer les marchés financiers. La Fed a en effet rapidement mis en place de nouvelles facilités de prêt et un programme massif d'achat d'obligations pour

s'assurer de la fluidité du système financier américain. Ces efforts, ainsi que des milliers de milliards de dollars de dépenses de relance du gouvernement fédéral, ont empêché une récession plus grave et plus durable. Le taux de chômage est tombé à 4,6% en octobre, toujours supérieur au niveau d'avant la pandémie (3,5%), mais bien en deçà du pic de 14,8% enregistré en avril 2020. Pour autant, certains politiciens et économistes estiment que les décisions sous la houlette de Jerome Powell risquent de conduire à une surchauffe économique et à une inflation durable.

Inclure les minorités

Après avoir languï pendant des années en dessous de l'objectif de 2% fixé par la Fed, l'inflation a accéléré de 6,2% en octobre sur un an, un rythme inédit depuis 30 ans. Les responsables de la Fed martèlent que ce pic est principalement dû à des facteurs temporaires. Le deuxième mandat de Jerome Powell, qui commencera en février prochain, s'annonce plein de défis, notamment en matière d'inclusion des minorités. Le chômage des Afro-Américains est toujours près du double de celui des personnes blanches, une disparité que le président de la Fed ne manque jamais de mentionner lors de ses apparitions publiques. L'autre grande difficulté pour son mandat est de relever les taux au moment opportun, pour ne pas compromettre la reprise.

(AFP)

Monnaie virtuelle

L'Inde annonce une loi pour interdire les cryptomonnaies

Les cryptomonnaies pourraient bientôt être interdites en Inde. Une loi est en préparation en ce sens.

Le gouvernement indien va présenter une loi pour interdire les cryptomonnaies privées et créer un cadre pour une monnaie numérique contrôlée par la banque centrale, lorsque les parlementaires seront de retour, la semaine prochaine, a annoncé le Parlement, mardi. La loi proposée «cherche à interdire toutes les cryptomonnaies privées en Inde», une annonce qui intervient alors que le Premier ministre Narendra Modi a présenté lundi ces monnaies virtuelles comme un risque qui pourrait «pourrir nos jeunes» si elles tombent entre de «mauvaises mains». La Chine avait interdit les transactions en cryptomonnaies en septembre dernier.

Progression de plus de 600%

En Inde, le marché des monnaies virtuelles a explosé après la décision de la Cour suprême de revenir sur une

États-Unis

Biden demande une enquête sur les hausses de prix de l'essence

Alors que le prix du gallon d'essence à la pompe a pris plus d'un dollar depuis un an, le président américain, dont la popularité est en baisse, demande des explications.

Confronté à une brutale remontée de l'inflation, le président Joe Biden a demandé mercredi à l'autorité américaine de la concurrence de se pencher sur le comportement «éventuellement illégal» des compagnies pétrolières dont les prix de l'essence à la pompe grimpent en flèche. La Maison-Blanche a demandé dans une lettre à la présidente de la Federal Trade Commission (FTC), Lina Khan, de «porter son attention sur des signes de plus en plus évidents de comportements nuisibles aux consommateurs de la part des entreprises de pétrole et de gaz». «La FTC a l'autorité pour examiner s'il y a des agissements illégaux qui coûtent aux budgets des familles à la pompe. Je crois que vous devriez vous y mettre tout de suite», a écrit Joe Biden. Son administration fait face au mécontentement grandissant des Américains par rapport à l'inflation, notamment tirée par la hausse des prix énergétiques. Joe Biden souligne que bien que les prix de l'essence à la pompe aient continué de progresser, «les coûts des raffineurs et industriels du pétrole ont baissé et leurs profits ont augmenté». Il dénonce «un fossé inexpliqué» entre le prix de l'es-



interdiction similaire en avril 2020, avec une progression de plus de 600% sur les 12 derniers mois, selon le cabinet spécialisé Chainalysis. Les possesseurs de cryptomonnaies dans le pays sont estimés dans une fourchette large comprise entre 15 millions et 100 millions de personnes, avec un encours total se comptant en milliards de dollars.

Des exceptions

La banque centrale indienne a annoncé en juin travailler à l'introduction de sa propre monnaie virtuelle, à compter

de la fin de l'année, faisant dans le même temps part de ses «sérieuses inquiétudes» concernant les monnaies privées, telles que Bitcoin, Ethereum ou d'autres. La loi, qui doit être présentée au Parlement lors de la prochaine session, permettra des exceptions afin de promouvoir la technologie blockchain sous-jacente, a précisé le bulletin du Parlement sans apporter plus de précisions. Le cours du Bitcoin ne semblait pas affecté par cette annonce, la cryptomonnaie progressant de 2% mardi.

(AFP)

sence non-finie et son prix à la pompe. «Je n'accepte pas que les Américains qui travaillent dur paient plus cher pour le carburant à cause de comportements enfreignant les règles de la concurrence ou éventuellement illégaux», ajoute la lettre du président. «Je demande donc à la Commission d'examiner plus avant ce qui se passe avec les marchés du pétrole et du gaz», a-t-il écrit. Le prix du gallon d'essence à la pompe (3,78 litres) a pris plus d'un dollar depuis un an pour se situer à 3,41 dollars en moyenne au niveau national, selon l'Association automobile américaine (AAA). Des records depuis 20 ans ont été atteints cette semaine en Californie, à 4,69 dollars. L'inflation persistante aux États-Unis devient un défi pour le gouvernement alors que les prix ont augmenté de 0,9% en octobre. Elle culmine à 6,2% sur douze mois, un plus haut depuis 1990. Interrogée, la FTC s'est refusée à commenter ses enquêtes mais le porte-parole Peter Kaplan a déclaré à l'AFP: «La FTC est préoccupée par ce problème et nous l'examinons».

«Distraction»

En réponse à une demande

précédente de Joe Biden au cours de l'été en rapport avec les prix des carburants, la présidente de la FTC, Lina Khan, s'était engagée à enquêter sur toute collusion qui pourrait alimenter l'inflation, ainsi qu'à examiner de plus près les fusions dans l'industrie qui réduisent la concurrence. En juin, le régulateur a ordonné à 7-Eleven et Marathon Petroleum de vendre près de 300 stations-service, estimant que leur fusion de 21 milliards de dollars enfreignait les règles antitrust en laissant des centaines de communautés sans alternatives pour acheter du carburant. Les cours du brut ont fléchi fortement mercredi, le baril de West Texas Intermediate (WTI), variété de référence aux États-Unis, perdant 2,97% à 78,36 dollars. Le marché était aussi lesté par le renforcement du dollar et la crainte que l'administration Biden ne libère sur le marché une partie de ses réserves stratégiques de pétrole pour faire baisser les prix. Pour Patrick De Haan, responsable des analyses pétrolières pour le site populaire GasBuddy, la volatilité des prix du brut empêche les compagnies pétrolières de répercuter leurs baisses de coûts.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Deuxième séminaire sur les opportunités d'affaires (e-BOS)	12- 13 octobre 2021	Virtuel	BOS@AFDB.ORG et F.BENYAHIA@AFDB.ORG
3ème forum économique et commercial Turquie-Afrique	Date : 21 et 22 octobre 2021	Istanbul Congress Center	http://www.turkeyafricaforum.org/fr/
Webinaire sur « Les partenariats public-privé et la crise du COVID-19 »	28 Octobre 2021	Virtuel	https://www.uneca.org
Forum sur le financement des engrais en Afrique orientale et australe	28 octobre 2021	Virtuel	https://www.afdb.org/en/affm
Les Rencontres Africa	05 au 07 octobre 2021	Lomé, Togo	https://rencontresafrika.org/
Conférence sur la politique foncière en Afrique, CLPA 2021	2 - 4 novembre 2021	Kigali, Rwanda	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/
2è édition de la Foire Commerciale Intra-Africaine (IATF 2021)	15 au 21 novembre 2021	Durban, Afrique du Sud	https://www.intrafricantradefair.com/
Forum des experts en planification énergétique en Afrique EMP-A	22 Novembre - 10 Décembre 2021	Virtuel	inquiries@optimus.community
36e Comité Intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts (CIHFE) pour l'Afrique du nord	23 au 26 Novembre 2021	Marrakech, Maroc	https://www.uneca.org
Sommet sur l'énergie et l'économie	22 et 23 novembre 2021	Libye	https://ecotechquebec.com
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org

HOROSCOPE finance

Bélier La planète Saturne vous protégera contre tout problème financier. Elle pourrait même vous rendre chanceux aux jeux de hasard, à condition toutefois que vous n'engagiez pas de grosses sommes. Des rentrées d'argent imprévues sont possibles et même probables.

Taureau Le climat sera instable et nullement favorable à des investissements importants. Ne vous fiez pas à l'embellie qui semble se manifester : elle sera trompeuse et en tout cas trop fugitive pour être mise à profit.

Gémeaux Journée placée sous le signe de la chance. Une rentrée d'argent significative ou une prime quelconque ne sera pas impossible. Consultez votre nombre de chance du jour. Si votre métier concerne la joaillerie, attention à un vol ou une escroquerie !

Cancer Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

Lion Côté argent, vous devrez éviter de faire des folies, et vous méfier des envies qui vous passeront par la tête. Si vous restez raisonnable, votre équilibre budgétaire sera solide. Les natifs qui économiseront pourront bientôt s'offrir un bel objet auquel ils rêvent depuis longtemps.

Vierge Trois astres, tous gentils, devraient vous permettre de réaliser de bonnes opérations financières. Ce puissant cocktail planétaire devrait vous aider à améliorer vos revenus. Il est possible que l'on vous fasse une proposition très intéressante ; n'hésitez pas à l'accepter. Pensez aussi à réorganiser vos placements ; ils pourront vous rapporter plus. Et puis, pour une fois, tentez le sort aux jeux.

Balance

Ce sera une journée pleine d'embûches sur le plan financier. Evitez toute spéculation, transaction, tractation, sous peine d'y laisser beaucoup de plumes. Il serait catastrophique de jouer gros ou de se lancer dans des opérations hasardeuses : vous n'aurez pas de chance sur ce terrain et vous risquez en outre de vous faire gruger.

Scorpion

Mars vous incitera à mettre votre énergie et votre combativité au service de votre compte en banque, avec succès le plus souvent. Mercure, de son côté, vous soufflera de bonnes idées pour faire fructifier vos ressources.

Sagittaire

Sur le plan pécuniaire, la prudence sera recommandée. Etudiez à fond l'état de vos finances avant d'engager de gros frais. De plus, méfiez-vous des transactions trop risquées. En revanche, vous pourrez contracter, en toute sécurité, des placements à long terme.

Capricorne

Mercure en bel aspect vous donnera l'habileté en matière de gestion financière. Vous alliez avec bonheur l'intuition au sens des réalités. Cependant, évitez de prendre des risques excessifs.

Verseau

Pour la majorité d'entre vous, cette journée sera marquée par une bonne solidité financière et aussi par une certaine chance. Ce sera le moment de demander une prime quelconque ou de tenter votre chance au jeu.

Poissons

Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : leconomistetogo@gmail.com

Site web: www.leconomistedutogo.com

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

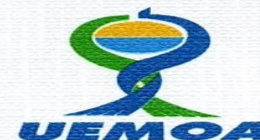
Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE.....
La Commission
.....

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 011/2021/AO/COM/UEMOA

Date de Publication de l'avis : 09 NOVEMBRE 2021

1. Le présent appel d'offres ouvert a pour objet la sélection d'un prestataire pour la surveillance et le gardiennage des sites de l'UEMOA à Ouagadougou.
2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent appel d'offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé pour l'appel d'offres en vue de la sélection d'un prestataire pour la surveillance et le gardiennage des sites de l'UEMOA à Ouagadougou.

Les prestations sont regroupées en trois (03) lots:
- **lot 1: Siège de la Commission de l'UEMOA;**
- **lot 2: Complexe Cour des Comptes / Cour de Justice;**
- **lot 3: Complexe administratif Ouaga 2000 et Résidence du Président de la Commission de l'UEMOA.**
3. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les entreprises spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises pour la surveillance et le gardiennage.
4. Le délai d'exécution du contrat est d'une année renouvelable deux (02) fois au maximum, après exécution satisfaisante des prestations.
5. Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes:
 - un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes: faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois mois;
 - une attestation originale justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres;
 - une attestation originale de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres;
 - une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.
 - Un document d'identification/agrément du ministère de la sécurité intérieure.

La non-production d'une pièce administrative ou sa non validité ne conduit pas à l'élimination de l'offre du soumissionnaire. Cependant, ladite pièce doit être produite avant toute attribution du marché.
6. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres à la **Direction du Secrétariat de la Commission, des Archives et**

Documentation et (DSCAD) De la Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou, contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de vingt mille (20 000) Francs CFA.

Les offres, rédigées en langue française, devront parvenir à **Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le mardi 07 décembre 2021 à 9 h 30, heure locale, accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de cinq cent mille (500 000) FCFA pour le lot 1 et de deux cent mille (200 000) FCFA pour les lots 2 et 3.**

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables.

7. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 H 00 mn, en présence des représentants des soumissionnaires porteurs de mandats; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture.
8. La validité des offres devra être de cent vingt (120) jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres. Pendant cette période, aucun changement de prix ne sera autorisé.
9. Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de la Commission de l'UEMOA, à l'adresse ci-dessous:

**La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO,
01 BP 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)
Département des Services Administratifs et Financiers**

Personnes à contacter:

- **M. Brice SIB** - Email : bsib@uemoa.int, Tél. : 25 32 86 73/ poste 86 40
- **Monsieur Barthélemy MILLOGO** - tél.: +226 25 32 86 49, Email : bmillogo@uemoa.int

10. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent appel d'offres.

NB: Une visite des sites aura lieu le jeudi 25 novembre 2021 à 10 heures, au siège de la Commission et à 11 h sur les autres sites.

Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers,
et par délégation
Le Directeur de Cabinet,

Alioune THIOUNE



WACA ResIP

Les parties prenantes font le point à Lomé

Les parties prenantes du Projet d'Investissement de Résilience des Zones Côtières en Afrique de l'Ouest (WACA ResIP), se sont réunies devant la presse ce mardi 23 novembre 2021, pour faire le point de la mise œuvre de l'initiative qui couvre plusieurs pays de la sous-région.

La rencontre, avec notamment des représentants de la Banque mondiale et de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa), s'est tenue en prélude de la 7ème session du comité régional de pilotage du WACA RESIP, qui s'ouvre demain mercredi à Lomé. La session intervient "afin que les Etats nous fassent part de leurs expériences, de leurs difficultés éventuelles, de leurs perspectives", selon Prof Kako Nubukpo, Commissaire de l'Uemoa chargé du département de l'agriculture, des ressources en eau et de l'environnement. Selon le fonctionnaire, "Le projet WACA est exemplaire parce que ce sont les Etats eux-mêmes qui se sont rapprochés de la Banque mondiale,



pour mettre en œuvre cette initiative", dans un contexte où "nous perdons chaque année 5 à 10 mètres du fait de l'avancée de la mer sur les terres". Pour rappel, le WACA Resip, est financé à hauteur de 210 millions \$ par la Banque mondiale, pour renforcer la résilience des communautés côtières au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Mauritanie, à Sao Tomé-et-Principe, au Sénégal, et au Togo. L'initiative d'appui

aux populations fait partie du plus vaste programme de gestion côtière et de lutte contre la pollution maritime WACA, et a démarré en 2018. Alors qu'elle prend fin normalement en 2023, les parties prenantes envisagent déjà une deuxième phase et une extension, qui devrait lui permettre de couvrir à terme 17 pays le long du Golfe de Guinée, allant de la Mauritanie au Cameroun.

Avec Togo First



Ligue des Champions

Manchester United s'en remet encore à Cristiano Ronaldo

Dominé toute la rencontre, Manchester United a, une nouvelle fois, été sauvé par Cristiano Ronaldo contre Villarreal (2-0) et se qualifie pour les 8es de finale tout en conservant la première place du groupe F.



● Cristiano Ronaldo, encore héroïque pour Manchester United en Ligue des Champions. ©Maxppp

La cinquième journée de Ligue des Champions débutait ce mardi soir. Avant le match décisif pour les huitièmes de finale entre le LOSC et Salzbourg, à suivre en direct commenté sur notre site, Manchester United devait s'imposer à Villarreal pour conserver sa première place du groupe. Pour son premier match depuis le départ d'Ole Gunnar Solskjaer, Michael Carrick optait pour un 4-2-3-1 avec notamment la titularisation de Van de Beek et de Martial. Mais les Red Devils ont eu beaucoup de mal à exister en première période. Rapidement, Gomez obligeait De Gea à se déployer (5e), avant que Pino ne manque de peu le cadre (11e). En difficulté

défensivement à l'Estadio de la Cerámica, la formation de Michael Carrick devait s'en remettre à De Gea (27e) pour ne pas être menée avant la pause. Mais après la pause, rien n'a changé et Manchester United continuait à subir les offensives du Sous-marin jaune. Encore en héros, le portier mancunien détournait un nouveau tir de Trigueros (59e), avant que Danjuma ne manque le cadre (63e). Et sur l'une de ses seules opportunités de la rencontre, Sancho manquait son duel devant Rulli (71e). Mais finalement, et comme d'habitude cette saison en C1, Man Utd s'en est remis à son sauveur. Après une terrible erreur de relance de Rulli, Ronaldo,

en première intention, lobait l'ancien gardien de Montpellier pour permettre aux Red Devils de marquer un but inespéré (1-0, 78e). Libérés après l'ouverture du score de Ronaldo, les Mancunien pouvaient sceller le score en fin de rencontre grâce à une sublime frappe de Sancho, qui inscrit son premier but avec son nouveau club (2-0, 90e). Avec ce succès in extremis, le club anglais gagne trois points d'avance sur son rival du soir et est assuré d'être qualifié avant de recevoir les Young Boys lors de l'ultime journée. En revanche, Villarreal devra se battre pour la qualification chez l'Atalanta.

Avec footmercato.net

Production d'ananas bio

Victoire Tomégah-Dogbé encourage la coopérative Espoir de Dzolo

La Cheffe du gouvernement togolais Victoire Tomégah-Dogbé a encouragé la coopérative Espoir de Dzolo ce samedi 20 novembre 2021, à Dzolo dans la préfecture de l'Avé.

● Bernard AFAWOUBO

Le Premier Ministre togolais Victoire Tomégah-Dogbé a effectué une visite à Dzolo, une localité située dans la préfecture de l'Avé, ce samedi 20 novembre 2021. Cette visite a été une occasion pour la Cheffe du gouvernement d'encourager ces jeunes pépites spécialisées dans la production de l'ananas bio exporté dans le

reste du monde. Cette coopérative a reçu l'accompagnement technique et financier du gouvernement à travers le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ). La réussite des activités de production d'ananas bio est une fierté pour le gouvernement qui témoigne de l'efficacité des mécanismes d'accompagnement des différentes initiatives économiques des jeunes. « Les activités de cette opéra-

tion apportent beaucoup de choses à la localité. Il y a un magasin qui profite à tout le village, l'électrification du lycée grâce à la coopérative qui a également installé des points d'eau potable et ça aide beaucoup le village » a laissé entendre le notable porte-parole du village. Cette coopérative a déjà créé au total 150 emplois directs et 500 emplois temporaires. « Nous sommes producteurs d'ananas bio. Dans le temps on

était éparpillé avec de petits champs individuels. Grâce au FAIEJ qui nous a donné une formation adéquate et un financement de 40 millions de FCFA, nous avons réussi dans la production. Aujourd'hui, nous sommes certifiés et notre ananas bio va en Italie, en Suisse, en France. Actuellement, la coopérative produit 32.500 tonnes d'ananas bio », a déclaré Amedo Kossi Augustin, Président

de la commission de gestion de la coopérative. Le FAIEJ a misé sur l'approche coopérative pour structurer les jeunes en minimisant le risque crédit tout en créant d'énormes emplois. « Nous ne créons pas de coopérative, nous structurons des coopératives. Les jeunes bénéficient de la formation qui permet aux jeunes de dérouler leurs activités. C'est de l'ananas qui part partout et

ça permet une valeur ajoutée très élevée. C'est une fierté pour le Togo d'accompagner ces jeunes qui sont les pépites de la nation togolaise. Le FAIEJ se trouve honoré que les plus hautes autorités nous donnent cette mission de faire de nos jeunes, des pépites », a expliqué Mme Sahouda Gbadamassi-Mivédor, Directrice générale du FAIEJ.

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

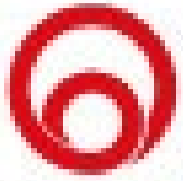
Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs

(% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

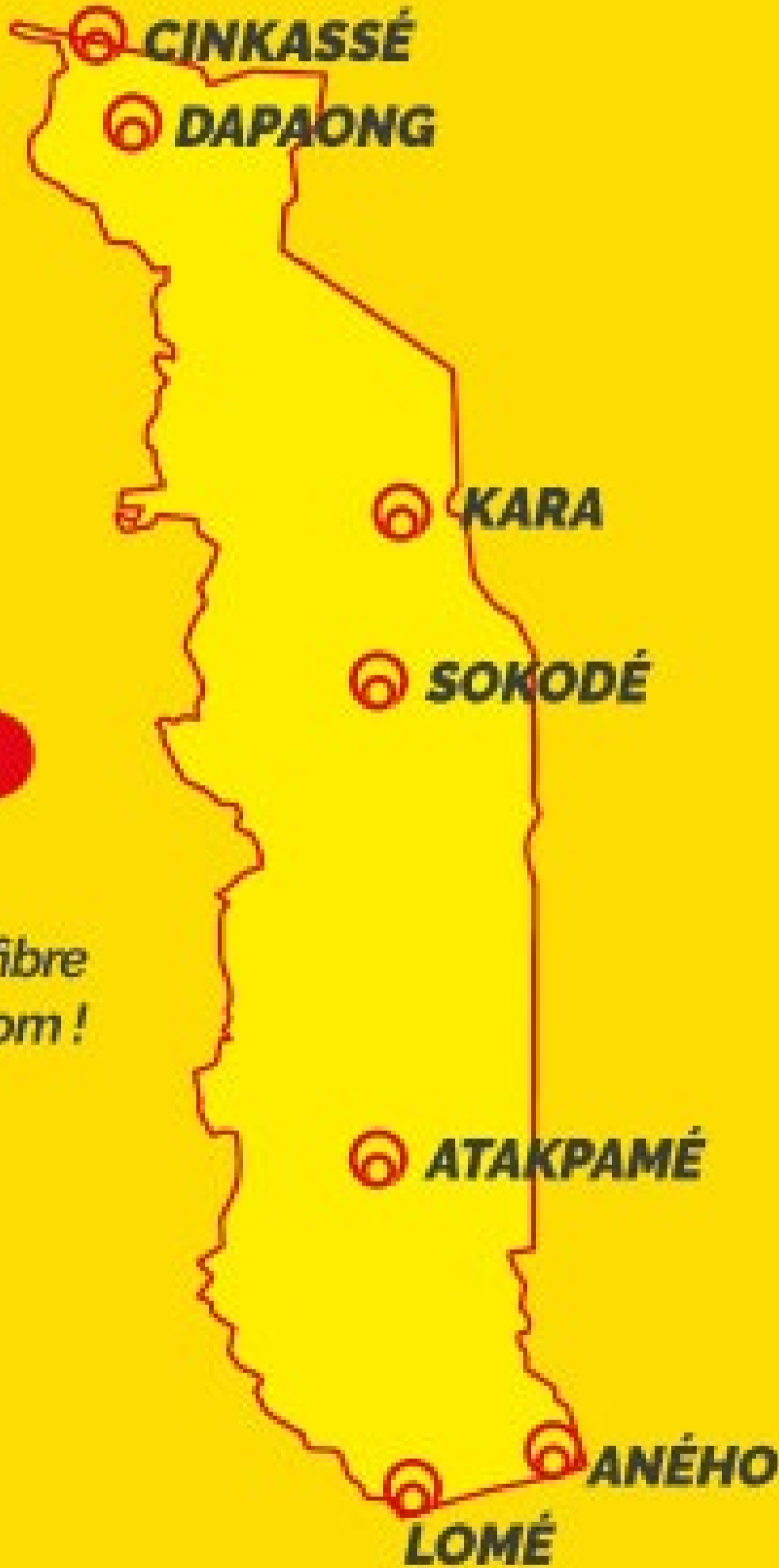
Source : Comtrade, dernières données disponibles

<https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance>



Togocom

**UNE 1^{ÈRE} AU TOGO ! LA FIBRE TOGOCOM DÉJÀ
DISPONIBLE EN RÉGION À CINKASSÉ, DAPAONG,
KARA, SOKODÉ, ATAKPAMÉ & ANÉHO**



*Démandez votre fibre
en agence Togocom !*



TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

togocom.tg

